



International Chamber of Commerce

*The world business organization*

Outil de  
Synthèse des  
Politiques



Document préparé par la Commission sur  
**L'Économie Numérique de l'ICC**

---

## L'Impact d'Internet et des TIC sur la création d'emploi et sur la croissance économique

### Aperçu

- La corrélation positive avérée entre la croissance économique et l'investissement dans l'Internet et dans d'autres Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).
- L'opportunité d'innovation pour les pays en voie de développement générée par la convergence entre les services mobiles, l'Internet à large bande et le *cloud computing*.
- Le rôle critique des TIC et d'Internet dans la construction d'une économie verte durable.

Numéro de document 373/520 – (23 juillet 2012)

**N.B.** Cette publication a été traduite et imprimée avec l'autorisation de la Chambre de commerce internationale (ICC) qui ne peut être tenue responsable pour l'exactitude et la précision de la traduction. La version originale (anglais) du document est disponible ici : <http://www.iccwbo.org/WorkArea/DownloadAsset.aspx?id=2147497365>

## Préambule

Des entreprises de tous les secteurs font des contributions importantes à la croissance économique, à l'emploi et à la prospérité. Le présent document de l'ICC se concentre sur le rôle positif d'Internet et, de manière générale, de toutes les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans la promotion de la création d'emploi et de la croissance économique. Il est inspiré des recommandations de politiques existantes de l'ICC et offre des faits et des images à l'appui. C'est un outil qui a pour but d'aider les responsables politiques à saisir les opportunités de réaliser la croissance. Il inclut aussi des exemples concrets, des études de référence et des initiatives qui montrent la contribution des TIC et d'Internet à la création d'emploi, à la croissance économique et à l'économie verte.

N. B. Les exemples cités dans ce document ne sont pas obligatoirement approuvés par l'ICC.

## Sommaire

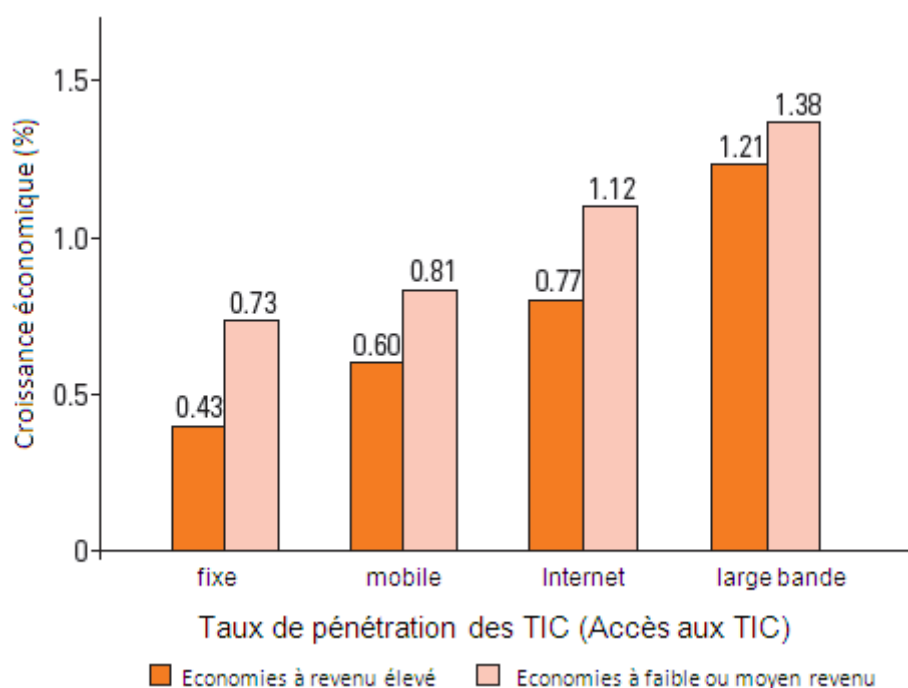
I.	La corrélation positive avérée entre la croissance économique et l'investissement dans l'Internet et dans d'autres TIC .....	3
A.	Conditions d'habilitation légales, politiques et régulatrices.....	4
1)	<i>L'approvisionnement en infrastructure à large bande</i> .....	5
2)	<i>La demande pour l'infrastructure à large bande</i> .....	5
3)	<i>Questions de politique publique liées à l'utilisation de la large bande</i> .....	6
B.	Références : études/exemples concrets.....	7
1)	<i>Étude économique Oxford</i> .....	7
2)	Analyse économique Alcatel-Lucent : l'augmentation de l'impact social et économique de la large bande en Nouvelle-Zélande.....	8
3)	Projet en cours: projet FATIH (Projet Éducatif de Transformation TIC) .....	9
4)	Autres études.....	10
II.	L'opportunité d'innovation pour les pays en voie de développement générée par la convergence entre les services mobiles, l'Internet à large bande et le <i>cloud computing</i> .....	13
A.	Conditions d'habilitation légales, politiques et régulatrices.....	13
1)	<i>Le spectre à large bande mobile</i> .....	13
2)	<i>Cloud computing</i> .....	14
B.	Exemple .....	15
III.	Le rôle critique des TIC et d'Internet dans la construction d'une économie verte durable .....	16
A.	Exemple 1 : le groupe suédois TeliaSonera .....	18
B.	Exemple 2 : Magyar Telekom.....	18
C.	Exemple 3 : Türk Telekom A.Ş. ....	18

## I. La corrélation positive avérée entre la croissance économique et l'investissement dans l'Internet et dans d'autres TIC

Il existe une corrélation nette et positive entre l'investissement dans l'Internet et dans d'autres TIC et la croissance de l'activité économique.

L'investissement dans les réseaux à haute vitesse et dans les services TIC crée une plateforme pour la croissance économique, la création d'emploi et une compétitivité plus importante<sup>1</sup>. Plusieurs études montrent un impact positif sur la productivité, la contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) et la création d'emploi dans les secteurs de commerce utilisant les TIC.

Selon le rapport issu par la Banque Mondiale « Les TIC au service du développement 2009 », l'accès aux télécommunications et à l'Internet stimule la croissance économique mondiale et, pour les pays en voie de développement, à chaque augmentation de 10% dans les connexions Internet à haut débit correspond une augmentation de 1,38% dans la croissance économique<sup>2</sup>. Il convient de remarquer que la connexion à large bande a une rentabilité plus importante que la simple connexion Internet qui, à son tour, a une rentabilité plus importante que la connexion de base fixe ou mobile.



McKinsey & Co. estiment qu' « une augmentation de 10% dans le taux de pénétration de la connexion à large bande dans les ménages correspond à une augmentation du PIB d'un pays, comprise entre 0,1 et 1,4% »<sup>3</sup>. Booz & Co. ont également trouvé qu' « une augmentation de 10% dans le taux de pénétration de la connexion à large bande, pour une année donnée, est corrélée à une augmentation de 1,5% dans la croissance de la productivité de travail sur les cinq années suivantes »<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Les messages clef de l'initiative BASIS de la ICC, IGF 2011, 21 juillet 2012, p. 3, disponible sur : <http://www.iccwbo.org/Data/Documents/Basis/Archives/Key-business-messages-IGF-2011.-21-July-2011/>

<sup>2</sup> Les TIC au service du développement 2009, Banque Mondiale, 2009.

<sup>3</sup> Connexion à large bande mobile pour les masses, McKinsey & Co. (février 2009).

<sup>4</sup> Autoroutes de l'information numérique: le rôle des gouvernements dans l'infrastructure du 21ème siècle, Booz & Co. (2009).

Pour saisir ces opportunités en augmentant l'utilisation des TIC et d'Internet, la communauté des affaires mondiale soutient les actions politiques qui promeuvent l'entrée dans les marchés et l'investissement et qui ont pour objectif l'extension de la couverture géographique des réseaux<sup>1</sup>.

Sous une perspective commerciale, les actions politiques les plus appropriées pour attirer l'investissement et promouvoir l'innovation nécessitent, en général<sup>2</sup> :

- Des marchés ouverts éliminant les obstacles à l'investissement
- Des actions politiques pro-investissement
- Des régulateurs indépendants
- L'application de la loi en vigueur
- La protection appropriée et efficace et l'application des droits de propriété intellectuelle
- Des principes d'action légale, politique et régulatrice pro-compétitivité et anti-discrimination, qui augmentent aussi les choix des utilisateurs quant à la qualité et au coût des services
- Des tribunaux indépendants
- Des approches politiques qui favorisent l'entrepreneuriat et l'innovation

Les gouvernements poursuivant la croissance économique peuvent aussi encourager ce type d'investissement porteur de croissance en créant une demande pour des réseaux à haut débit et des services Internet, notamment dans les secteurs où les gouvernements peuvent avoir et ont un rôle majeur à jouer, tels que l'éducation, la santé, les services publics, la distribution énergétique et le transport. Cependant, dans les cas où l'investissement public est considéré approprié, il ne doit pas altérer la compétitivité du marché<sup>3</sup>.

## **A. Conditions d'habilitation légales, politiques et régulatrices**

La création d'une structure de support optimale pour la promotion de l'investissement nécessite un mélange de principes d'action politique<sup>4</sup>. Ces derniers devraient avoir pour but d'encourager les conditions pour l'approvisionnement et pour la demande d'infrastructure, et devraient également prendre en compte certains questionnements spécifiques de politique publique. La capacité des fournisseurs d'accès de large bande d'investir dans, et de maintenir, une infrastructure à large bande robuste et en expansion est favorisée par une approche politique coordonnée, de la part du secteur public, encourageant l'innovation et l'investissement dans le secteur privé. Le secteur public joue aussi un autre rôle important en tant que promoteur de l'investissement dans la demande d'infrastructure, en adoptant et en utilisant lui-même la connexion à large bande.

L'ICC propose aux gouvernements les actions suivantes pour promouvoir un climat commercial favorisant l'investissement dans l'infrastructure à large bande, dans des services et des produits permettant une bande passante plus importante et une qualité de service augmentée.

---

<sup>1</sup> Ibid. note 1.

<sup>2</sup> Ibid. note 1, page 3. Noter que beaucoup d'entre ces principes sont couverts par des engagements sous l'Organisation mondiale du commerce.

<sup>3</sup> Ibid. page 3.

<sup>4</sup> *Déploiement de la large bande*, Déclaration de principes de la ICC, 18 novembre 2002, accessible sur : <http://www.iccwbo.org/Advocacy-Codes-and-Rules/Document-centre/2002/Broadband-deployment/>

## **1) L'approvisionnement en infrastructure à large bande<sup>1</sup>**

Le premier ensemble de principes d'action politique doit avoir pour but d'amplifier l'approvisionnement en infrastructure à large bande. On y trouve les principes suivants :

### **a. Assurer un marché compétitif :**

Les gouvernements doivent assurer une structure de support politique pro-compétitive et promotrice du marché, favorisant l'investissement dans et le déploiement de la large bande pour les utilisateurs des secteurs public et privé et pour les consommateurs.

### **b. Assurer une affectation de fréquence efficace et réelle et des procédures de gestion de ladite fréquence :**

Les gouvernements doivent s'appliquer à élargir l'accès au spectre radio disponible pour le déploiement des services commerciaux avancés mobiles à large bande, de manière à mettre fin à la pénurie artificielle de spectre actuelle.

### **c. Promouvoir l'accès dans les zones rurales, éloignées et mal desservies :**

Les gouvernements peuvent promouvoir l'accès à l'infrastructure à large bande dans les zones rurales, éloignées ou mal desservies, et doivent prendre en considération les coûts et les bénéfices potentiels avant de mettre en œuvre ce genre d'actions politiques. Toute action politique doit être transparente et neutre (ou plutôt : positive), quant à ses effets sur la compétition, l'investissement et l'innovation. Ces actions ne doivent pas avoir pour conséquence l'éviction de l'investissement privé, chose qui peut être évitée en choisissant des zones de coût élevé et/ou de faible bénéfice où l'investissement du secteur privé est peu probable.

## **2) La demande pour l'infrastructure à large bande<sup>2</sup>**

Les gouvernements doivent aussi mettre en œuvre des actions politiques visant à augmenter la demande pour l'infrastructure à large bande, de manière à favoriser un écosystème de TIC et d'Internet plus important, via :

- La libéralisation commerciale (approuvée par l'OMC) des produits et services fournis via large bande.
- Des projets de lois qui rationalisent et éliminent l'obligation d'autorisation et les autres obligations pour les fournisseurs de contenus et de services, y compris les restrictions sur l'investissement étranger, de manière à promouvoir la croissance des contenus et des services sous-jacent la demande d'infrastructure à large bande.
- Les gouvernements doivent seconder la demande du marché en adoptant de manière précoce l'utilisation de la large bande, par exemple par le biais des e-services et des e-solutions gouvernementales, et en encourageant le développement du contenu pertinent à échelle locale.

---

<sup>1</sup> *Déploiement de la large bande*, Déclaration de principes de la ICC, 18 novembre 2002, p. 2, accessible sur : <http://www.iccwbo.org/Advocacy-Codes-and-Rules/Document-centre/2002/Broadband-deployment/>

<sup>2</sup> Ibid. p. 3.

- Les gouvernements peuvent aussi seconder la demande du marché en se focalisant sur les petites et moyennes entreprises (PME), par exemple par le biais de l'e-acquisition.
- Les gouvernements locaux et régionaux pourraient être utilisés pour consolider la demande dans les secteurs où elle ne se serait pas développée de manière indépendante. Ces actions politiques ne doivent pas être autorisées à dénaturer le marché ou à créer des obstacles à l'entrée.
- Les gouvernements peuvent seconder la demande du marché en encourageant la formation et l'éducation dans le domaine des TIC.

### **3) Questions de politique publique liées à l'utilisation de la large bande<sup>1</sup>**

Troisièmement, l'ICC considère que les gouvernements élaborant des politiques publiques relatives à la large bande doivent prendre en considération les aspects suivants :

- Les gouvernements doivent promouvoir une culture de sécurité et de résilience du réseau dans le secteur à large bande.
- Les gouvernements doivent assurer que des lois appropriées soient mises en place pour l'investigation et la lutte contre le cyber-crime.
- Les gouvernements doivent assurer une protection appropriée et efficace pour la création de contenu et pour la liberté d'expression, et s'appliquer à éduquer les utilisateurs quant à l'importance du respect de la propriété intellectuelle et de ses bénéfices pour la société.
- Les politiques publiques doivent promouvoir, et non pas décourager, l'investissement dans les technologies à large bande de nouvelle génération qui favorisent des nouvelles applications et nouveaux services de haute qualité et nécessitant la large bande.

---

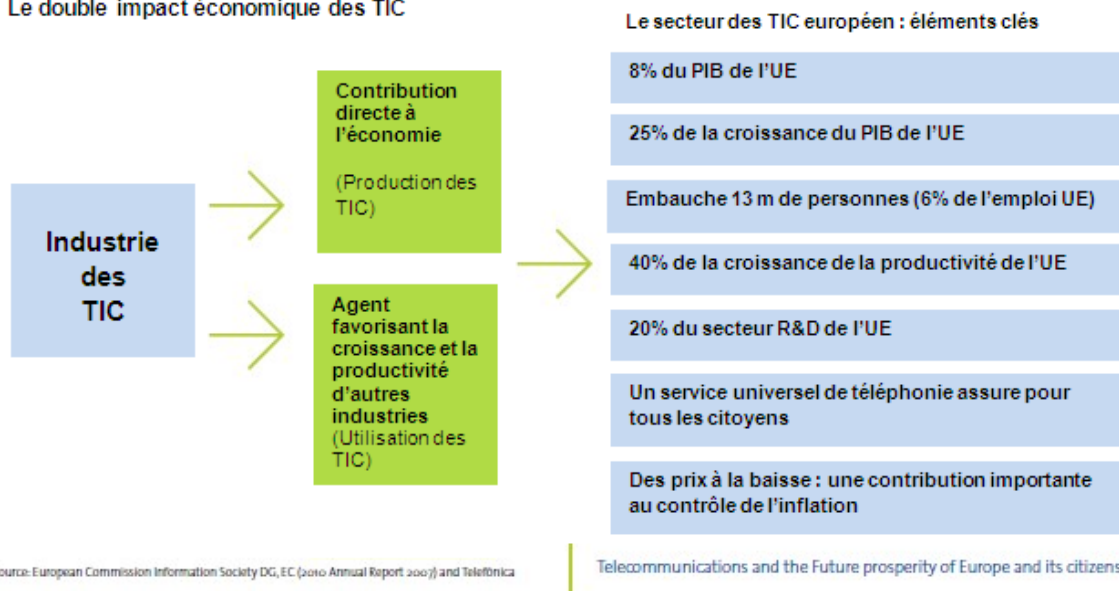
<sup>1</sup> Ibid. page 5.

## B. Références : études/exemples concrets

### 1) Étude économique Oxford

Figure 1.1 L'Impact du secteur des TIC en Europe

Le double impact économique des TIC



Une étude économique Oxford réalisée en 2011 a examiné comment les TIC peuvent améliorer la productivité et la compétitivité en Europe en faisant une analyse des corrélations entre les investissements dans les TIC et les niveaux de productivité<sup>1</sup>. L'étude met en lumière que les gouvernements jouent un rôle de pivot dans le soutien à l'investissement dans les TIC et à leur utilisation. Elle montre une corrélation positive entre les pays avec des politiques publiques liées aux TIC et la croissance de la productivité. Les pays ayant mis en place des politiques TIC efficaces tendent à avoir une productivité importante et, inversement, les pays avec des politiques TIC peu efficaces tendent à avoir un niveau de productivité plus bas.

En particulier, l'étude montre que si, avant l'année 2020, l'Europe était capable d'augmenter son investissement dans les TIC pour rejoindre le niveau d'investissement des États-Unis (proportionnellement à la taille de son économie), le niveau du PIB augmenterait de 5% en moyenne pour les pays européens (ce qui correspond à 760 milliards d'euros selon les estimations actuelles, l'équivalent de 1500 €/personne). Les pays ayant sous-investi dans le secteur par le passé bénéficieraient le plus d'une telle augmentation de l'investissement. Par exemple, dans le cas de l'Espagne et de l'Italie, qui ont seulement la moitié du niveau d'investissement des États-Unis, l'impact sur le PIB serait de plus de 7%. Si les gouvernements mettaient en place les conditions nécessaires, faisant en sorte que leurs lois encouragent la réforme du marché, l'investissement s'ensuivrait<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> "L'impact des politiques publiques sur les TIC" dans « Le dividende des TIC : l'utilisation de la technologie pour augmenter la productivité et la croissance dans l'UE », Oxford Economics, 2011, p.29.

<sup>2</sup> Ibid.

Selon l'étude économique Oxford, les conditions pour l'investissement dans les TIC doivent être favorisées et, par conséquent, la communauté des affaires soutient les conditions politiques suivantes<sup>1</sup> :

- L'harmonisation des lois de protection des données à travers l'UE afin d'augmenter le niveau de sécurité légale pour les entreprises voulant investir dans les marchés Européens.
- La suppression des restrictions administratives rencontrées par les fournisseurs de services TIC à leur entrée dans les marchés de l'UE afin de faciliter ladite entrée, réduire les coûts pour les entreprises voulant investir et diminuer les inefficacités empêchant les décisions d'investissement. Par exemple, avant leur entrée dans chaque nouveau marché, les fournisseurs de services de communications sont souvent soumis à des procédures de notification complexes et inutiles, avant que les réseaux et/ou les services puissent être offerts.

## **2) Analyse économique Alcatel-Lucent : l'augmentation de l'impact social et économique de la large bande en Nouvelle-Zélande<sup>2</sup>**

Une analyse économique réalisée par Alcatel-Lucent pour la Nouvelle-Zélande montre que l'augmentation progressive du PIB découlant de la construction de réseaux à haute vitesse sera de 5,5 milliards de dollars sur une étendue de 20 ans, un chiffre significativement plus important que la contribution en capital du gouvernement s'élevant à 1,5 milliards de dollars. L'analyse estime aussi que les bénéfices économiques pour les utilisateurs des applications à haute vitesse en question s'élèveront à 32,8 milliards de dollars sur 20 ans.

La Large Bande Ultra-rapide (UFB=Ultra-fast Broadband) et l'Initiative pour la Large Bande Rurale (RBI=Rural Broadband Initiative) font partie d'un programme gouvernemental visant à étendre et à développer les services à large bande en Nouvelle-Zélande. L'UFB va apporter la technologie des fibres optiques à haute vitesse dans les ménages, les écoles, les hôpitaux et les entreprises. Au final, 75% des Néo-Zélandais auront accès à des vitesses de liaison descendante de 100 Mbps et des vitesses de liaison montante de 50 Mbps. La RBI fournira la connexion à large bande à plus de 250 000 ménages ruraux, à des vitesses d'au moins 5 Mbps à 86% des entreprises et ménages ruraux.

À l'aide de la large bande à haute vitesse, les services de santé employant la vidéo pourront surmonter les obstacles géographiques aux soins de santé. Les prestataires de services de santé utiliseront des services vidéo pour l'éducation clinique et le soutien mutuel. Les prestataires de services de santé et les patients pourront partager des images à haute résolution par le biais du nuage informatique. Les écoles pourront utiliser des vidéoconférences à haute définition, offrant de nouvelles options d'apprentissage aux étudiants. Cela pourrait aussi être bénéfique pour les étudiants des zones rurales nécessitant un soutien spécifique. Un service à large bande plus rapide dans les zones rurales permettrait des bénéfices économiques importants dans les secteurs des produits alimentaires et agronomiques, qui représentent les deux-tiers des exportations de la Nouvelle-Zélande. Des applications importantes dans ce domaine permettront une amélioration dans la planification du fourrage des animaux, la gestion des sols, la gestion des fertilisants, etc.

---

<sup>1</sup> « L'impact des politiques publiques sur les TIC » dans « Le dividende des TIC : l'utilisation de la technologie pour augmenter la productivité et la croissance dans l'UE », Oxford Economics, 2011, p.29.

<sup>2</sup> « Les bénéfices de la large bande : comment la Nouvelle-Zélande peut augmenter l'impact social et économique de la large bande à haute vitesse » : analyse économique réalisée par Alcatel-Lucent en 2012 pour la Nouvelle Zélande.



L'étude montre aussi qu'il y aura probablement 25 millions de moins de jours d'école manquée dus à des raisons de santé et à l'absentéisme injustifié, grâce à l'utilisation de services d'apprentissage à distance et à une meilleure collaboration entre parents et enseignants. Des applications commerciales permettant le télétravail à domicile sont susceptibles d'améliorer l'équilibre travail-repos et peuvent aussi réduire les embouteillages et les émissions de dioxyde de carbone. Si 23% de la population productive de la Nouvelle-Zélande travaillait à domicile deux fois par semaine, les émissions de CO<sub>2</sub> dues au transport pourraient être réduites d'environ 402 150 tonnes/an.

Sans des applications à large bande à haute vitesse appropriées, attractives et utiles, il n'y aura pas de surplus de consommateurs. La disponibilité de ce genre d'applications nécessite l'innovation, l'incubation et la collaboration étroite entre les partenaires politiques, scientifiques et industriels. La plupart des applications à large bande à haute vitesse qui seront à la base de la croissance économique en Nouvelle-Zélande devront être créées, adaptées et incubées au sein du pays.

Le résultat le plus significatif de cette étude est que le plus tôt sera atteinte une masse critique d'adoption d'applications à large bande à haute vitesse, majeurs seront les bénéfices économiques et sociaux à long terme pour la Nouvelle Zélande. Pour obtenir des bénéfices maximaux dans l'adoption de cette technologie, les applications à large bande à haute vitesse doivent pouvoir fonctionner sur plusieurs supports (PC, ordinateur portable, tablette numérique, smart phone, télévision) en utilisant des systèmes opérationnels différents et à travers des réseaux d'accès multiples (fibre, cuivre et G4 LTE sans fil).

### **3) *Projet en cours: projet FATIH (Projet Éducatif de Transformation TIC)***

Le Projet FATIH est un projet éducatif financé par le gouvernement Turque et géré par le Ministère de l'Éducation<sup>1</sup>.

La Turquie a initié ce projet pour habiliter les principes d'égalité des chances dans l'éducation et pour améliorer la technologie au sein des écoles par l'utilisation efficace des outils TIC dans le processus d'apprentissage – enseignement. Le projet fournit des tablettes numériques et des LCD Smart Boards dans toutes les 620 000 écoles de l'éducation maternelle, primaire et secondaire. Des formations continues pour les enseignants sont mises en place au sein des écoles pour assurer l'utilisation efficace des outils TIC au cours du processus d'apprentissage – enseignement. Tout au long de ce processus, des e-contenus éducatifs seront intégrés dans les programmes d'études actuels. Dans ce contexte, les objectifs du Projet FATIH sont les suivants :

1. Fournir l'infrastructure des outils et des programmes
2. Offrir et gérer les e-contenus éducatifs
3. Assurer l'utilisation efficace des outils TIC dans les programmes d'études
4. Offrir des formations continues aux enseignants au sein des établissements
5. Garantir une utilisation des TIC consciencieuse, responsable, gérable et mesurable

#### **But du Projet :**

Le Projet FATIH a pour but de fournir les outils TIC aux écoles pour réaliser le plan d'enseignement assisté par les TIC avant la fin de 2013, en suivant les objectifs définis dans le Document de

---

<sup>1</sup> Le site officiel du projet est: <http://fatihprojesi.meb.gov.tr/tr/index.php>

Une explication officielle du projet en Anglais est disponible sur la page web suivante : <http://fatihprojesi.meb.gov.tr/tr/duyuruincele.php?id=17>

Stratégies de la Société de l'Information, le Rapport de Développement, le Plan Stratégique du Ministère Turque et le Rapport Politique des TIC dans l'e-transformation de la Turquie.

Le projet déclare que « Les Technologies de l'Information et de la Communication seront l'un des plus importants outils dans le processus d'éducation et qu'il assurera que les enseignants et les élèves utilisent ces technologies de manière efficace », dans la Stratégie de la Société d'Information définie par l'Organisation de Planification Gouvernementale (2006-2010).

Les objectifs suivants ont été définis :

- Le développement d'une approche d'apprentissage tout au long de la vie qui, avec les structures appropriées, permettra aux individus de s'améliorer par le biais de l'e-enseignement.
- Tous les élèves à la sortie de l'éducation secondaire doivent être capables d'utiliser les technologies de l'information et de la communication de base.
- Un individu sur trois dans la société doit bénéficier des services d'e-enseignement à travers l'utilisation efficace d'Internet.
- Offrir l'égalité des chances à tous pour apprendre et utiliser les technologies de l'information et de la communication.
- Un individu sur deux dans la société doit être un utilisateur d'Internet.
- L'Internet doit être un outil fiable pour la société.

Le capital total investi dans le projet ne peut pas être calculé à l'heure actuelle, mais il y aura 40 000 établissements scolaires et 620 000 salles de classe équipés des outils TIC et de l'infrastructure de fibres optiques nécessaire à supporter un système intranet. De plus, environ 16 millions d'élèves auront des tablettes numériques fournies gratuitement par le gouvernement. Le coût de ce projet est estimé à approximativement 10 milliards de dollars américains.

**Le calendrier du projet est de 3-5 ans et il aura un impact sur la croissance économique aussi bien de manière directe qu'indirecte. Un projet pilote a déjà été mis en place dans 56 écoles et presque 5000 élèves possèdent des tablettes offertes par l'État.** À la fin de l'année 2012, des modifications d'infrastructure seront mises au point dans les établissements ciblés et le déploiement des fibres sera effectué par phases.

#### **4) Autres études**

L'effet positif des TIC et de l'Internet sur la croissance économique et sur la création d'emploi a été mis en évidence par un nombre d'autres études :

**« La consommation et les dépenses liées à l'Internet sont aujourd'hui plus importantes que celles liées à l'agriculture ou à l'énergie, et nos recherches montrent que l'Internet est responsable, en moyenne, de 3,4% du PIB dans les 13 pays objet de l'étude... la contribution totale de l'Internet au PIB est plus importante que le PIB de l'Espagne ou celui du Canada, et elle se développe plus rapidement que le Brésil... L'Internet est responsable de 10% de la croissance du PIB sur les 15 dernières années. Et son influence s'accroît. »<sup>1</sup>**

**« L'Internet est responsable de 21% de la croissance du PIB dans les économies développées sur les 5 dernières années... Alors que les grandes entreprises et les économies nationales ont récolté de**

---

<sup>1</sup> Ibid. p.2.

grands bénéficiaires de cette révolution technologique, les consommateurs individuels et les auto-entrepreneurs ont été parmi les bénéficiaires majeurs de l'influence croissante de l'Internet... Aujourd'hui, deux milliards de personnes sont connectées à Internet et environ 8 milliards de dollars changent de mains annuellement à travers l'e-commerce... Nos recherches montrent que **l'Internet est responsable, en moyenne, de 3,4% du PIB pour l'ensemble des grandes économies constituant le 70% du PIB mondial**. Si la consommation et les dépenses liées à l'Internet étaient un secteur à part, son poids sur le PIB serait plus important de celui des industries énergétique ou agricole. »<sup>1</sup>

« Il y a aussi une corrélation évidente entre la maturité de l'écosystème Internet et l'augmentation de la qualité de vie... **une augmentation dans la maturité d'Internet, comme celle qui a eu lieu dans les pays développés sur les 15 dernières années, crée une augmentation du PIB réel per capita d'environ 500 \$ sur la période étudiée...** Il a fallu à la Révolution Industrielle du 19<sup>ème</sup> siècle 50 ans pour obtenir les mêmes résultats. Ceci est la preuve à la fois de l'envergure de l'impact positif d'Internet à tous les niveaux de la société et de la rapidité dudit impact. La corrélation avec l'augmentation de la qualité de vie est particulièrement évidente pour les économies en voie de développement, où existe le potentiel d'un progrès rapide et d'une croissance liée à l'Internet. »<sup>2</sup>

« **L'Internet est aussi un agent catalyseur puissant de la création d'emploi...** Des emplois sont créés au sein de l'écosystème Internet lui-même, car les entreprises d'Internet embauchent des travailleurs... Cependant, l'Internet a aussi aidé la création d'emploi au sein d'autres industries. »<sup>3</sup>

« **L'Internet a augmenté le pouvoir d'achat des consommateurs et des recherches préliminaires montrent que les prix sur le réseau sont, en moyenne, de 10% plus bas qu'en dehors du réseau, grâce à la transparence des prix offerte par les services en ligne.** »<sup>4</sup>

« **En Chine, chaque augmentation de 10% dans le taux de pénétration de la large bande pourrait amener 2,5% de croissance du PIB.** »<sup>5</sup>

Selon une étude récente de la Banque de Développement Interaméricain, pour **les régions Latino-Américaine et des Caraïbes**, il est estimé qu'« **une augmentation de 10% dans le taux de pénétration du marché des services à large bande augmente le PIB d'environ 3,2% et la productivité de 2,6%** »<sup>6</sup>.

McKinsey estime que « **relever le taux de pénétration de la large bande sur les marchés émergents jusqu'aux niveaux actuels de l'Europe Occidentale pourrait avoir pour conséquences une augmentation dans le PIB de 300 – 420 milliards de dollars et une création de 10 – 14 millions d'emplois** »<sup>7</sup>.

**La bonne combinaison entre applications et accès abordable peut conduire à une augmentation de 2,7% du PIB et de 1% de l'Index de Développement Humain au Kenya** »<sup>8</sup>.

<sup>1</sup> James Manyika et Charles Roxburgh, «Le grand transformateur: l'impact d'Internet sur la croissance économique et sur la prospérité ». Institut Mondial McKinsey, Octobre 2011, p. 1.

<sup>2</sup> Ibid. p. 3.

<sup>3</sup> Ibid. p. 3-4.

<sup>4</sup> Ibid. p. 5.

<sup>5</sup> « Une Impérative de Direction 2010 : le futur construit sur large bande ». Comité de la Large Bande, ITU, UNESCO (2010): [http://www.broadbandcommission.org/Reports/Report\\_1.pdf](http://www.broadbandcommission.org/Reports/Report_1.pdf)

<sup>6</sup> Garcia-Zaballos, A. / Lopez-Rivas, R. : «Le contrôle gouvernemental sur l'impact socio-économique de la large bande dans les pays latino-américains et des Caraïbes ».

<sup>7</sup> McKinsey & Co. *Large bande mobile pour les masses*, p. 3.

<sup>8</sup> Alcatel-Lucent Bell Labs, *La large bande dans la paume des mains: un modèle pour une croissance économique et sociale plus rapide*, Janvier 2011.

Un rapport de l'Institut Mondial McKinsey sur la croissance liée à l'Internet a mis en évidence le message suivant : « **Le secteur d'Internet représente 3% du PIB, plus que l'agriculture ou l'énergie, et correspond à plus de 20% de la croissance économique sur les 5 dernières années, et il continue à s'accroître. Pour chaque emploi détruit par Internet, 2,6 nouveaux emplois sont créés** »<sup>1</sup>.

Une étude américaine publiée en janvier 2012 montre que « *les investissements et l'innovation dans la transition des technologies sans fil 2G à 3G et dans l'infrastructure d'Internet ont incité la création d'environ 1 585 000 nouveaux emplois entre avril 2007 et juin 2011 et estime que, au cours de la transition actuelle, chaque augmentation de 10% dans l'adoption de technologies sans fil 3G et 4G pourrait créer plus de 231 000 nouveaux emplois dans l'économie américaine en moins d'un an* »<sup>2</sup>.

« **Les petites et moyennes entreprises connaissent une augmentation de 10% dans leur productivité due à l'utilisation d'Internet et celles qui font un usage important des technologies du réseau s'agrandissent et exportent deux fois plus que celles qui ne profitent pas des dites technologies. 7 PME utilisant l'Internet signalent aussi la création de deux fois plus d'emplois par rapport aux PME ne faisant pas usage d'Internet.** »<sup>3</sup>

En 2010, Ericsson et Arthur D. Little ont passé en revue 124 études socio-économiques sur l'impact de la large bande et ont trouvé que « **pour chaque mille connexions à large bande, 80 emplois ont été créés** »<sup>4</sup>.

**L'Internet peut augmenter le PIB des manières suivantes** .<sup>5</sup>

- **Favoriser la compétitivité** – « Dans l'environnement muable d'Internet, ce genre de renouvellement est particulièrement important pour assurer que les bénéfices soient capturés. »
- **Encourager l'innovation** – « Un environnement qui encourage l'innovation et l'entrepreneuriat est nécessaire pour obtenir la croissance liée à l'Internet. Cet environnement comprend des facteurs tels que l'accès au capital de départ, la protection des droits de propriété intellectuelle, le soutien à la recherche et au développement, et la disponibilité de « recherche des communs » de pointe menée par des universités de recherche et par des équipes financées par les gouvernements. »
- **Développer les ressources humaines** – « Les États-Unis en particulier ont utilisé leur vaste pool de talents, leur tolérance du risque et leurs excellentes ressources dans l'éducation tertiaire pour promouvoir les ressources humaines liées à l'Internet, jouant le rôle d'incubateur pour de nouvelles industries et d'aimant pour les talents du monde entier. »

---

<sup>1</sup> « L'Internet est 20% de la croissance économique » Business Insider, 14 octobre 2011.

<http://www.businessinsider.com/mckinsey-report-internet-economy-2011-5>

<sup>2</sup> Shapiro Robert et Hassett Kevin A. « Les effets sur l'emploi des avancées dans la technologie Internet et sans fil : évaluation des transitions de 2G à 3G et de 3G à 4G », New Policy Institute and NDN, janvier 2012.

<sup>3</sup> Pelissie du Rausas, M., Manyika, J., Hazan, E., Bughin, J., Chui, M., Said, R., « Questions d'Internet : l'impact radical du réseau sur la croissance, l'emploi et la prospérité », p. 3.

<sup>4</sup> [http://www.ericsson.com/thecompany/sustainability\\_corporateresponsibility/enabling\\_communication\\_for\\_all](http://www.ericsson.com/thecompany/sustainability_corporateresponsibility/enabling_communication_for_all)

<sup>5</sup> Ibid. p. 7-8.

- **Construire l'infrastructure** – « *L'infrastructure, base de tout l'écosystème Internet, est un pré-requis de la croissance... Le besoin de construire l'infrastructure n'est pas un problème uniquement pour les pays en développement... Les besoins d'infrastructure continueront à croître, même dans les économies les plus avancées.* »

« **Il existe un lien très fort entre une pénétration des télécommunications accrue et un développement économique et social plus rapide...** les communications, surtout mobiles, offrent des opportunités inédites de transformer les industries et d'améliorer les conditions de vie, en particulier dans les pays en développement. »<sup>1</sup>

« **Aujourd'hui (figure 1.1), le secteur des TIC contribue à 8% du PIB des UE-27 et est responsable de 25% de croissance économique, 6% d'emplois et 20% des dépenses en recherche, développement et innovation.** Le secteur des télécommunications, comme partie du secteur des TIC, est responsable d'une augmentation d'environ 40% de la productivité et de 3% de la croissance du PIB total pour les UE-27, et embauche directement plus d'un million de personnes. »<sup>2</sup>

« **Les TIC sont probablement les seuls et les plus importants agents de croissance économique, de productivité et d'augmentation de la qualité de vie qui sont apparus dans les 60 dernières années.** »<sup>3</sup>

## **II. L'opportunité d'innovation pour les pays en voie de développement générée par la convergence entre les services mobiles, l'Internet à large bande et le *cloud computing***

La convergence entre les services mobiles à haute vitesse, l'Internet à large bande et le *cloud computing* crée une opportunité inédite de faire progresser la disponibilité et l'adoption de ces services, en particulier sur les marchés en voie de développement. Pour que ces services puissent réaliser leur potentiel, le cadre de régulation doit créer un environnement favorable à l'investissement, maximiser l'accès au spectre radio de la part de l'industrie et permettre les flux d'informations transfrontaliers.

### **A. Conditions d'habilitation légales, politiques et régulatrices**

#### **1) Le spectre à large bande mobile<sup>4</sup>**

La large bande mobile est à l'avant-garde du déploiement actuel des services Internet à haute vitesse et des bénéfices qui s'ensuivent pour la croissance économique mondiale aussi bien sur les marchés développés qu'en voie de développement.

L'accès à plus de spectre radio est la condition nécessaire à l'expansion des réseaux mobiles. Un défaut d'approvisionnement approprié pour la demande croissante d'utilisation des données pour

<sup>1</sup> Alcatel-Lucent Bell Labs, *La large bande dans la paume des mains: un modèle pour une croissance économique et sociale plus rapide*, Janvier 2011.

<sup>2</sup> «*La Construction de l'Économie de l'Information Européenne: les Télécommunications et la Prospérité Future de l'Europe et de ses citoyens* », Telefónica, p. 9.

<sup>3</sup> Ibid. p. 36.

<sup>4</sup> ICC BASIS Messages clés, IGF 2011, 21 juillet 2011, p. 5, disponible sur : <http://www.iccwbo.org/Data/Documents/Basis/Archives/Key-business-messages-IGF-2011,-21-July-2011/>

large bande mobile pourrait limiter le développement social et économique, l'innovation et la compétitivité.

Du fait que dans certains pays le spectre disponible pour l'utilisation de la large bande mobile est très restreint, et du fait que la recherche de spectre additionnel peut prendre jusqu'à dix ans dans le contexte international, les observateurs expérimentés du commerce s'attendent à ce que des contraintes significatives du spectre viennent à jour dans les cinq prochaines années.

Suite à l'explosion récente dans le trafic de données observée en particulier dans les pays en voie de développement, la communauté des affaires encourage les gouvernements et les régulateurs à prendre des mesures rapidement afin d'assurer que suffisamment de spectre soit disponible à des prix raisonnables pour répondre à la demande croissante car, habituellement, plusieurs années sont nécessaires aux opérateurs pour allouer de nouvelles sources de spectre.

## **2) Cloud computing<sup>1</sup>**

Le cloud computing est encore un phénomène relativement nouveau, mais les bénéfices potentiels liés à une transition vers le cloud computing, notamment pour le commerce, sont très importants. Ils comprennent, entre autres :

- Une efficacité renouvelée dans l'allocation de ressources
- L'utilisation comme levier de l'envergure offerte par le cloud computing pour des technologies améliorées
- Un partage de l'information optimisé
- De nouvelles plateformes pour l'innovation et les nouveaux services
- Une productivité améliorée, des coûts moins élevés
- Une vitesse sur le marché optimale
- Disponibilité et fiabilité
- Fonctions de sécurité

Le cloud computing soulève trois questions principales de politique publique, toutes axées sur des considérations autour des flux de données transfrontaliers. Ces questions touchent à la confidentialité des données, à la sécurité et aux lois/juridictions nationales.

Beaucoup de régulateurs se penchent sur les nuages informatiques en se demandant si les lois en vigueur y sont applicables et sur la manière de les appliquer. Malgré le fait qu'une grande partie des technologies sous-jacentes le cloud computing n'est pas nouvelle, l'innovation qu'il permet et son utilisation répandue aux niveaux individuel et des entreprises ont eu comme conséquence l'émergence de questionnements inédits. Comme dans le cas de l'Internet en général, le cloud computing facilite les interactions entre les consommateurs à plusieurs niveaux. On doit répondre aux inquiétudes légitimes autour de la confidentialité et de la sécurité avec un cadre de pratiques politiques flexibles qui encourageraient l'innovation et l'expansion des bénéfices dus aux services de cloud computing.

Le cloud computing continuera à s'accroître seulement si ses utilisateurs peuvent être sûrs que leurs données peuvent être échangées entre les fournisseurs ou bien récupérées localement si nécessaire. Un consensus sur la manière d'assurer une telle interopérabilité au sein des services du nuage informatique sera nécessaire à long terme, mais les tentatives d'instaurer des pratiques obligatoires n'auront pour résultat que d'étouffer l'innovation.

---

<sup>1</sup> Ibid. p. 9.

## B. Exemple

Un exemple clair d'opportunité d'innovation pour les pays en voie de développement générée par la convergence entre services mobiles, Internet à large bande et cloud computing est le **I-Hub au Kenya**<sup>1</sup> :

Par le biais du I-Hub, la communauté technologique, l'industrie, le monde académique, les investisseurs et les entrepreneurs peuvent se rencontrer, échanger des idées et collaborer. Le centre est le premier de son espèce à fonctionner au Kenya. Il permet aux technologies de progresser du stade des idées jusqu'à devenir des produits réels et la clef de son efficacité est l'ouverture à l'innovation – le procédé de combiner des idées de l'intérieur et de l'extérieur, aussi bien que des chemins internes et externes au marché, pour inciter le développement des nouvelles technologies.

À travers l'espace offert par le I-Hub, les membres peuvent acquérir les compétences nécessaires à transformer leurs idées en actions : ils élaborent un plan précis, une équipe et une stratégie commerciale, aidés par une unité commerciale locale.

L'adhésion est libre et ouverte à tous ceux qui travaillent dans la programmation, le design ou la recherche. Il existe trois niveaux d'adhésion : les membres « blancs » sont ceux qui souhaitent faire partie de la communauté I-Hub uniquement de manière virtuelle, mais ne peuvent pas être physiquement présents ; ceux travaillant sur des projets spécifiques (membres « verts ») peuvent se rencontrer en face-à-face, socialiser et naviguer sur le réseau ; l'adhésion « rouge » offre un bureau semi-permanent et la priorité à l'utilisation de la salle de conférence en échange d'un droit d'adhésion payable mensuellement.

La connexion à Internet est souvent au cœur du soutien au développement des nouvelles entreprises. La société d'arts électroniques Zuku a offert à l'I-Hub un accès à Internet à haute vitesse abordable, qui facilite la collaboration entre les membres.

L'espace de collaboration facilite les discussions ouvertes entre jeunes entrepreneurs, investisseurs, partenaires commerciaux potentiels, mentors et autres membres expérimentés dans le travail avec les entreprises des télécommunications telles que Google et Nokia. Une culture de partage des connaissances construite sur la collaboration, des entreprises naissantes s'entre-aidant, le partage des compétences et la pratique du mentoring sont les caractéristiques principales de la communauté I-Hub. Au niveau individuel, les membres de l'I-Hub s'efforcent à perfectionner leurs compétences et leurs connaissances.

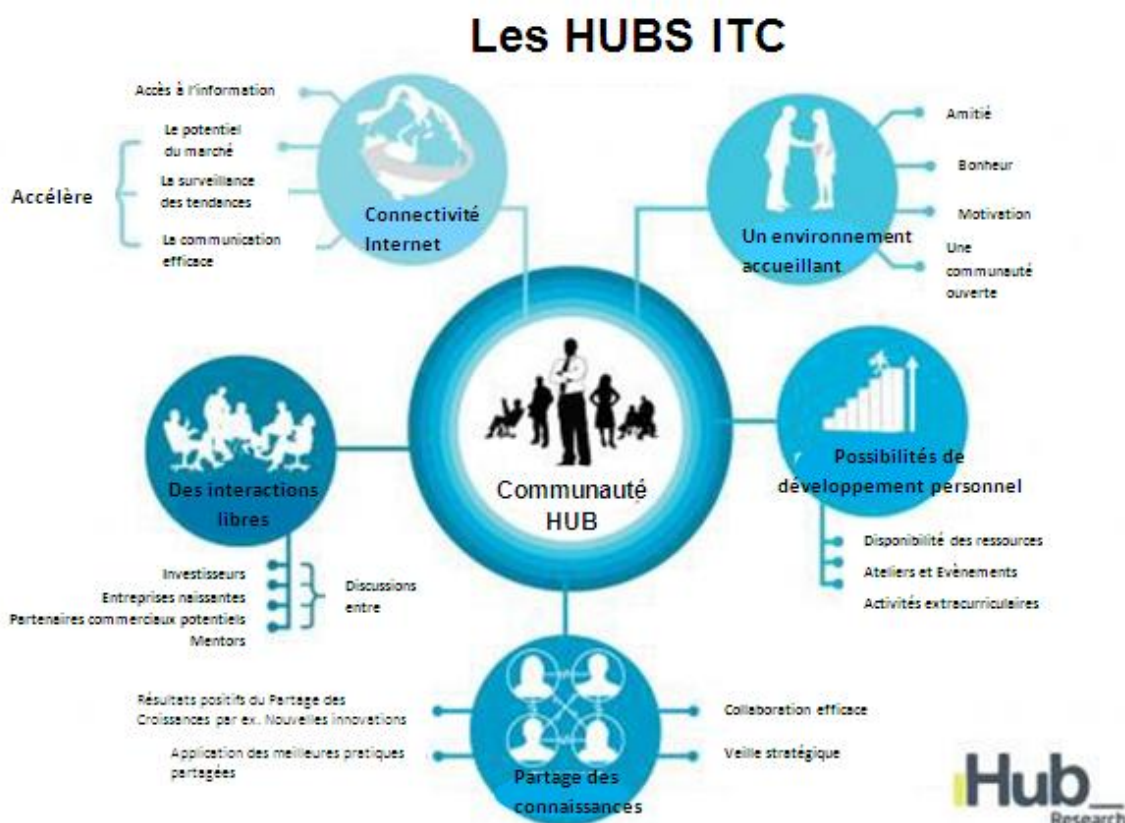
### Exemples de succès I-Hub<sup>2</sup> :

- Le M-Farm a été inventé par le jeune kényan Jamila Abass. C'est un service de téléphonie mobile qui fournit aux agriculteurs en temps réel des informations concernant les prix des marchés, les alertes météo et les fournitures agro-alimentaires pour leur zone géographique. Il permet aussi aux agriculteurs de s'associer pour acheter ou vendre leurs produits en groupes, facilitant leur accès à des marchés plus importants.
- Des innovations comme la tablette numérique eLimu aident les élèves des écoles primaires au Kenya à améliorer leurs résultats scolaires et leurs compétences dans l'utilisation des TIC. Ceci a pour but

<sup>1</sup> « Comment favoriser l'entrepreneuriat et stimuler l'innovation », article I-Hub, 15 février 2012, disponible sur : <http://www.ihub.co.ke/blog/2012/01/how-to-nurture-entrepreneurs-and-stimulate-innovation/>

<sup>2</sup> Ibid. note 1, p. 14.

d'encourager leur engagement dans l'apprentissage et de promouvoir une citoyenneté responsable pour un développement durable, à travers l'éducation dans la conservation de l'environnement, les sciences appliquées, l'agriculture et les droits de l'homme. Le paquet de comptabilité Uhasibu aide les petites et moyennes entreprises à travailler en accord avec les lois et les procédures du Kenya. Avec un droit d'adhésion très abordable, cette application en ligne permet de générer des rapports de TVA, gérer les petites dépenses et de suivre les paiements sans devoir acheter des programmes de gestion financière très coûteux.



Source: <http://www.ihub.co.ke/blog/2011/10/ict-hubs-what-makes-them-work-and-not-work/>

### III. Le rôle critique des TIC et d'Internet dans la construction d'une économie verte durable

L'utilisation des TIC est actuellement responsable d'environ 2-3% des émissions de dioxyde de carbone mondiales. Cependant, l'utilisation des TIC est aussi responsable de 40% de la croissance économique globale récente des pays de l'OCDE. L'application des TIC a un vrai potentiel de réduction de la consommation énergétique dans les 97-98% restants d'émissions de dioxyde de carbone.



Selon l'étude « Smart 2020 : Habilitier l'économie à faibles émissions de carbone à l'ère de l'information »<sup>1</sup>, réalisée conjointement en 2008 par l'Initiative Mondiale pour l'e-Durabilité (GeSI), le Climate Group et l'Institut McKinsey, les TIC sont capables d'offrir des épargnes de carbone équivalentes à cinq fois les émissions totales du secteur lui-même (2% des émissions globales de gaz à effet de serre). L'étude a trouvé que le potentiel de réduction des émissions globales avec des solutions TIC correspond à plus de 7,8 gigatonnes avant l'année 2020 – l'équivalent de 15% de réduction des émissions globales, accompagnée seulement d'une légère augmentation des émissions dues aux TIC.

D'autres études plus récentes ont montré un potentiel encore plus important, en particulier du moment où sont introduits de nouveaux services et applications habilités par la large bande à haute vitesse et à haut débit. Une analyse effectuée par Accenture et Vodafone en 2009 de cinq secteurs en Allemagne (logistiques, transports, construction, réseaux intelligents et dématérialisation) est arrivée à la conclusion que l'utilisation intelligente des solutions TIC peut réduire les émissions de CO<sub>2</sub> en Allemagne de 25%<sup>2</sup>.

Aux États-Unis, une suite de l'étude Smart 2020 réalisée par le Boston Consulting Group, le Climate Group et le GeSI estime que le niveau de réduction due à l'utilisation d'énergie basée sur les TIC se situe entre 13 et 22%<sup>3</sup>.

Dans un rapport réalisé en 2008<sup>4</sup>, WWF et Ecofys identifient 10 secteurs clefs dans lesquels les TIC pourraient contribuer à des réductions stratégiques des émissions de CO<sub>2</sub> allant jusqu'à un milliard de tonnes. On y trouve : la planification urbaine intelligente, les bâtiments intelligents, les appareils intelligents, les services de dématérialisation, l'industrie intelligente, l'i-optimisation, les réseaux intelligents, les solutions intégrées renouvelables, le travail et le transport intelligents. Pour mettre en place ces solutions, une des recommandations clefs du rapport aux décideurs politiques est d'augmenter le taux de pénétration de l'accès Internet à large bande dans tous les ménages.

La communauté des affaires est convaincue que l'« économie verte » est une partie intégrante du concept global de développement durable<sup>5</sup>. Elle est définie comme une économie où la croissance économique et la responsabilité environnementale travaillent conjointement en se renforçant mutuellement, tout en encourageant le développement social.

Le commerce joue un rôle clef dans la production des solutions, des services, des procédés et des produits économiquement viables nécessaires pour la transition vers une économie verte.

Une Économie Verte exige que trois piliers (économique, social et environnemental) du développement durable travaillent en tandem en se renforçant mutuellement. Les efforts déployés par toutes les parties en jeu doivent concilier le besoin de profits à court et moyen terme avec le changement systémique à long terme. La croissance économique est, et sera, essentielle pour fournir les ressources et l'équité sociale nécessaires à la construction de capacité et d'actions financières dans une transition vers une économie verte.

---

<sup>1</sup> « SMART 2020 : Habilitier l'économie à faibles émissions de carbone à l'ère de l'information », publié par l'Initiative Mondiale pour la e-Durabilité (GeSI) et le Climate Group – juin 2008.

<sup>2</sup> « Connexions carbone : quantifier le rôle des mobiles dans le changement climatique », Vodafone et Accenture (2009) : [http://www.vodafone.com/content/dam/vodafone/about/sustainability/2011/pdf/carbon\\_connections.pdf](http://www.vodafone.com/content/dam/vodafone/about/sustainability/2011/pdf/carbon_connections.pdf)

<sup>3</sup> « Le Pont à Large Bande : Associer les TIC avec l'action pour l'environnement pour une économie à faibles émissions de carbone » : un rapport du Comité pour la Large Bande, février 2012.

<sup>4</sup> « Identification et Estimation des opportunités de réduction du premier milliard de tonnes de CO<sub>2</sub> : les réductions potentielles de CO<sub>2</sub> global dues à l'utilisation des TIC », WWF Suède (2008) : [http://www.wwf.se/source.php/1183710/identifying\\_the\\_1st\\_billion\\_tonnes\\_ict.pdf](http://www.wwf.se/source.php/1183710/identifying_the_1st_billion_tonnes_ict.pdf)

<sup>5</sup> « Notre futur commun » ou le Rapport Brundtland définit le développement durable comme suit : « un développement qui répond aux besoins présents sans compromettre l'habileté des générations futures à répondre à leurs besoins ».

Le secteur privé a déjà pris des mesures concrètes dans le sens de la construction d'une économie verte : la réduction des impacts sur l'environnement sur les chaînes de valeur ; l'augmentation de l'efficacité de l'énergie et des ressources ; l'investissement dans l'énergie renouvelable et à faible émission de carbone et la réduction des déchets.

Les exemples suivants sont un reflet du rôle critique des TIC et d'Internet dans la construction d'une économie verte durable :

### **A. Exemple 1 : le groupe suédois TeliaSonera**

Le Groupe TeliaSonera : en Suède, le groupe TeliaSonera continue à acheter 100% de son électricité en provenance de ressources renouvelables sans émissions de CO<sub>2</sub>. La Finlande a signé un contrat pour l'électricité renouvelable à partir du dernier trimestre de 2009 qui sera pleinement en vigueur en 2010. La partie calculée en énergie renouvelable à partir de la consommation d'électricité achetée par le groupe était de 64% en 2009. Dans la même année, l'utilisation des vidéoconférences a triplé, avec plus de 6500 rencontres dans 40 localités différentes. Parallèlement, les vols entre les localités équipées avec TelePresence et Stockholm ont diminué de 44% comparé à 2008. En 2009, 560 vidéoconférences TelePresence se sont déroulées à Helsinki et à Gothenburg, économisant ainsi jusqu'à 35 mois de travail en temps de déplacement, un million d'euros en frais de déplacement et 141 000 kg de CO<sub>2</sub>.

### **B. Exemple 2 : Magyar Telekom**

La stratégie du groupe hongrois Magyar Telekom pour réduire ses émissions de carbone inclut des véhicules de fonction hybrides, l'introduction de piles à combustibles PEM dans les stations de base, la création et la promotion d'un système de covoiturage, et le lancement d'un système d'extinction à distance des ordinateurs non utilisés. L'entreprise achète aussi 15% de son électricité de ressources renouvelables. De plus, le groupe a entrepris plusieurs projets pour rationaliser la consommation énergétique de ses réseaux. Des systèmes de refroidissement à air ont été déjà installés dans presque 1000 stations de base. Magyar Telekom utilise les vidéoconférences au lieu des déplacements si possibles et offre également à ses clients des services remplaçant les voyages et la consommation matérielle, tels que l'e-facturation, le stockage de données (Data Park) et d'autres services. L'entreprise a atteint une réduction de 10% d'émissions de CO<sub>2</sub> entre 2008 et 2011.

### **C. Exemple 3 : Türk Telekom A.Ş.**

#### Projet d'Économie d'Énergie :

Türk Telekom A.Ş., un opérateur d'envergure en Turquie, a lancé un projet d'économie de l'énergie en 2008. Les objectifs du projet sont d'utiliser des ressources d'énergie renouvelables et de garantir leur utilisation efficace, remplacer l'équipement à haute dépense d'énergie avec de l'équipement à basse dépense d'énergie, et de commencer à organiser des vidéoconférences TelePresence au lieu des rencontres en face-à-face. Le groupe a déjà épargné 13,5% d'énergie tout en évitant l'émission de 32,6 millions de kg de CO<sub>2</sub>. Il a pour but d'épargner 25% d'énergie en évitant l'émission de 224,6 millions de kg de CO<sub>2</sub> avant la fin de 2015.

**Source:** <http://www.turktelekom.com.tr/tt/portal/News/Archive/ICC-International-Chamber-of-Commerce-Task-Force-on-Green-Economy>

# La Chambre de commerce internationale (ICC)

ICC est l'organisation mondiale des entreprises. Elle est l'unique porte-parole reconnu de la communauté économique à s'exprimer au nom de tous les secteurs et de toutes les régions.

ICC a pour mission fondamentale d'encourager l'ouverture du commerce et des investissements internationaux et d'aider les entreprises à relever les défis et saisir les opportunités de la mondialisation. Depuis sa fondation, au début du XXe siècle, son action repose sur la conviction que le commerce est une puissante force de paix et de prospérité, et le petit groupe d'entrepreneurs patrons clairvoyants qui fut à l'origine de sa création se qualifiait lui-même de « marchands de paix ».

Les activités d'ICC relèvent essentiellement de trois domaines : élaboration de règles, résolution des litiges et politique générale. Le fait que ses entreprises et associations membres soient directement engagées dans le commerce international lui confère un poids sans égal dans la mise en place de règles destinées à guider la bonne marche des échanges internationaux. Bien que ne faisant appel qu'à l'autodiscipline, ces règles sont quotidiennement respectées dans des milliers de transactions et font partie intégrante de l'édifice du commerce international.

ICC offre également aux entreprises de nombreux services pratiques essentiels, au premier rang desquels figurent ceux de sa Cour internationale d'arbitrage, principale institution mondiale de règlement des litiges commerciaux. Autre partie intégrante du dispositif d'ICC, sa Fédération mondiale des chambres de commerce (WCF), qui a pour mission d'encourager la formation de réseaux et les échanges d'informations sur les pratiques d'excellence des chambres. ICC offre également : séminaires, conférences et toute une liste d'ouvrages spécialisés dans le domaine du commerce international, de l'activité bancaire, du droit et de l'arbitrage.

Dirigeants et experts des entreprises membres d'ICC travaillent à formuler le point de vue de la communauté économique internationale, tant sur de grands problèmes touchant au commerce et à l'investissement que sur des sujets techniques essentiels, dans le domaine, entre autres, de l'anti-corruption, de l'économie numérique, de la pratique bancaire, des technologies de l'information, de l'éthique du marketing, de l'environnement et de l'énergie, du droit de la concurrence et de la propriété intellectuelle.

ICC entretient d'étroites relations de travail avec les Nations unies, l'Organisation mondiale du commerce, ainsi qu'avec des forums intergouvernementaux tels que le G20.

Fondée en 1919, ICC fédère aujourd'hui des centaines de milliers de sociétés et d'associations économiques, dans plus de 120 pays. Ses comités nationaux relaient les préoccupations des entreprises locales et communiquent aux pouvoirs publics les avis qu'elle exprime au nom de la communauté économique mondiale.

## Commission ICC sur l'Économie Numérique

A travers la défense des positions clés de la communauté des affaires et la diffusion de bonnes pratiques dans le domaine réglementaire, les dirigeants d'entreprises et les experts de cette Commission d'ICC, contribuent au développement d'une croissance stable et durable de l'économie numérique ainsi qu'à l'adoption des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) sur laquelle elle s'appuie.

Par le biais de ses membres qui sont des utilisateurs et des fournisseurs de TIC, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, ICC est reconnue par les spécialistes comme la voix de consensus des experts du secteur privé au niveau mondial, s'agissant de politiques en matière d'Économie Numérique. Elle constitue également une plateforme idéale pour le

développement de règles volontaires et de meilleures pratiques au niveau international pour les entreprises du secteur à travers le monde. Attachée à l'accroissement d'un commerce facilité et sécurisé par les TIC, ICC défend une libéralisation et une harmonisation réglementaire nécessaires à la libre circulation de l'information au-delà des frontières.

ICC a dirigé et coordonné la contribution de la communauté des affaires internationale lors du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (WSIS) des Nations Unies, à Genève en 2003 et à Tunis en 2005, et poursuit ses efforts dans les activités définies dans le Programme de Tunis, par le biais de son initiative d'action du secteur privé en faveur du développement de la Société de l'Information (BASIS) <http://www.iccwbo.org/basis>.



**International Chamber of Commerce**

*The world business organization*

**Policy and Business Practices**

38 Cours Albert 1er, 75008 Paris, France  
Tel +33 (0)1 49 53 28 28 Fax +33 (0)1 49 53 28 59  
E-mail [icc@iccwbo.org](mailto:icc@iccwbo.org) Website [www.iccwbo.org](http://www.iccwbo.org)

éro de document 373/520 - page 20